

Print

Les protestations se multiplient à l'approche du référendum grec

De [Robert Stevens](#) et [Christoph Dreier](#)

Global Research, juillet 03, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-protestations-se-multiplient-a-lapproche-du-referendum-grec/5460284>



au chantage et à l'austérité.»

Au cours des 24 dernières heures, les organisations politiques ont mis des affiches et des bannières à travers Athènes pour appeler à un vote «non» au référendum de dimanche sur l'austérité de l'Union européenne (UE). Elles ont été produites par des partis politiques, y compris Syriza (Coalition de la Gauche radicale) ou le Parti communiste grec stalinien (KKE). Des organisations sociales, telle une association de bienfaisance de distribution alimentaire, ont également produit des affiches et des pancartes contre de nouvelles mesures d'austérité et ont appelé à un vote «non».

Des étudiants ont accroché une banderole sur le bâtiment de l'Académie nationale qui déclarait, «Le dimanche, nous votons «non» au référendum. Nous disons non au chantage de l'UE et de la BCE.» Se référant à la campagne des médias de la Grèce dont la très grande majorité sont pro-austérité, et qui exhortent à un vote «oui», elle déclare: «Nous éteignons toutes les chaînes de télévision. Nous brisons la peur.»

Des travailleurs du ministère des Finances ont aussi accroché une grande banderole sur le bâtiment du ministère donnant sur la place Syntagma. Elle déclarait en anglais et en grec, «Non



Une bannière pour le «non» devant l'Académie nationale

Le ministre des Finances de Syriza Yanis Varoufakis a dénoncé la bannière, ordonnant qu'elle soit enlevée. «Pas en mon nom. Cette bannière était une initiative des syndicalistes – qui n'ont pas demandé la permission du ministère», a-t-il envoyé par Twitter.



Une bannière pour le «non» accrochée par des employés devant le ministère des Finances

La situation à Athènes est fortement polarisée selon les lignes de classe. Tandis que la plupart des travailleurs disent qu'ils ont l'intention de voter contre l'austérité de l'UE, le gouvernement est hostile à ces sentiments. Il a appelé le référendum non pas afin de s'opposer à l'austérité, mais comme manœuvre dans le cadre des négociations avec l'UE dont le but est de continuer à imposer les coupes.

Le premier ministre Alexis Tsipras de Syriza a déjà laissé entendre qu'il pourrait démissionner, ouvrant la voie à un gouvernement de droite, s'il y a un vote «oui». En cas de vote «non», il a promis de poursuivre les négociations avec l'UE, dans le but de parvenir à un accord pour effectuer les coupes qu'il a déjà proposées.

Syriza est terrifiée par le sentiment anti-austérité largement répandu dans la population. Partout, les gens discutent le référendum et les dernières actions du gouvernement. Tandis que les couches aisées de la société défendent l'austérité et soutiennent le «oui», les travailleurs et les pauvres veulent voter «non».

Dans un café place Syntagma, un journaliste chômeur s'est trouvé impliqué dans une dispute avec un avocat et un médecin. «Nous devons éviter une catastrophe», a déclaré l'avocat. «Nous devons voter "oui".»

«C'est la seule chose logique que nous puissions faire», a acquiescé son ami le médecin.

«Ce que vous voulez faire est renverser un gouvernement élu. Vous voulez relancer la guerre civile», a répondu le journaliste mécontent, se référant à la guerre de 1946 à 1949 entre le gouvernement grec soutenu par les gouvernements britannique et américain et l'Armée démocratique de la Grèce dominée par les staliniens, qui avait combattu l'occupation nazie.

Et le journaliste d'ajouter: «Votre gouvernement a déjà détruit les conditions de vie du peuple. Voilà ce que vous voulez continuer. Si vous ramenez [l'ancien premier ministre conservateur de la Nouvelle Démocratie Antonis] Samaras, vous verrez ce qui se passera».

«C'est le camp du "non" qui est en train de provoquer une guerre civile. Nous voulons que le gouvernement démissionne pour céder la place à un gouvernement d'unité nationale», a répondu le médecin.

L'avocat a ajouté: «La Constitution grecque a une solution pour une telle situation. L'un des trois plus hauts juges doit devenir premier ministre dans un gouvernement de transition qui pourrait négocier une entente avec l'UE pour stabiliser le pays. Ensuite, nous pourrions avoir de nouvelles élections.»

Après cinq années d'austérité, de larges couches de la population ne savent même pas comment vivre au jour le jour. Ils ne sont pas prêts à accepter plus d'austérité comme l'exige l'UE et le propose le gouvernement Syriza.



Des retraités manifestent à l'extérieur du ministère des Finances

À une manifestation contre la réforme des retraites à l'extérieur du ministère des Finances à Athènes mercredi, des reporters du WSWS ont parlé à un retraité âgé de 80 ans. Il a montré une liste avec un tableau montrant les coupes dans les retraites proposées par Syriza et une autre avec les coupes exigées par l'UE et le FMI. Les deux, a-t-il dit avec colère, sont similaires et il s'y oppose.

Il a dit que le plan de l'UE était de diminuer les pensions à 325 euros, ajoutant que le ministre allemand des Finances Wolfgang «Schäuble, [la chancelière allemande Angela] Merkel et le reste de l'UE vont nous tuer ou bien c'est nous qui allons les tuer».

Depuis que des contrôles de capitaux ont été introduits par Syriza dimanche, de nombreux retraités ont été incapables d'accéder à leurs dépôts, car ils n'utilisent pas les cartes bancaires, utilisant plutôt les livrets de dépôts. Cela a été aggravé par le fait que le gouvernement Syriza, après avoir déclaré tout d'abord que les retraités seraient en mesure d'accéder à la totalité de leurs prestations, a limité ce montant à 240 euros lundi, et puis l'a réduit encore plus à 120 euros.

Certaines banques ont décidé de seulement payer mercredi les retraités dont les noms de famille commencent par les lettres de A à I, et a dit aux autres de revenir plus tard dans la semaine.

Le fonds de pension OAKE a annoncé mardi qu'il ne pouvait payer les retraites que mercredi à un taux réduit de 50 pour cent. Tasos Petropoulos, le président du fonds, a annoncé que 350 euros seraient payés au lieu du paiement de la pension moyenne de 700 euros, et même cela ne serait versé que si le système de flux de trésorerie actuel fonctionnait normalement.



Un reporter du WSWS s'entretenant avec un retraité (au centre)

Un autre retraité participant à la manifestation a dit qu'il avait travaillé pendant 30 ans dans l'industrie du transport maritime. Au cours des cinq dernières années, sa pension est passée de 1200 à 424 euros.

Au ministère des Finances, les préposés à l'entretien du ministère manifestent en permanence. Ils ont été initialement licenciés par le gouvernement précédent, après que l'UE et le FMI ont exigé une réduction radicale de la masse salariale du secteur public.

Cinq cents travailleurs ont été licenciés et sont ensuite entrés en lutte pour regagner leur emploi. Environ 300 d'eux ont été réembauchés par le nouveau gouvernement Syriza, alors que le ministre des Finances Varoufakis déclarait ouvertement aux institutions que cela n'affecterait pas

la future restructuration du secteur public. Cependant, 200 des travailleurs, précédemment employés sur des contrats inférieurs, sont toujours sans emploi.

Leurs conditions témoignent des énormes attaques contre la situation des travailleurs au cours des cinq dernières années. Ces travailleurs étaient officiellement employés 20 heures par semaine, ne recevant que 325 euros par mois. Ils ont dit aux reporters du WSWS qu'ils n'avaient pas droit à des prestations de sécurité sociale, des indemnités de licenciement ou des vacances. Interrogée sur l'impact de l'austérité sur sa famille, une manifestante, Aglaia, a déclaré que la pension de sa mère avait été réduite d'environ 50 pour cent.

Dans le quartier d'Exarchia, les reporters du WSWS ont rencontré Marius et Spyros, deux jeunes enseignants d'une école publique dans la ville portuaire du Pirée. «Notre salaire a été réduit de 50 pour cent au cours des dernières années», a déclaré Marius. «Mais la situation de nombreux élèves est encore pire. Nous organisons déjà la collecte de nourriture dans notre école.»

«Il n'y a pas d'espoir pour notre génération. Nous ne pouvons pas fonder une famille ni même aller en vacances. Nous ne pouvons pas faire les choses pour lesquelles on travaille habituellement», a-t-il dit. «Les 25 familles les plus riches ont tout et ne laissent rien pour nous. Nous avons été punis pour quelque chose que nous n'avons pas fait.»

Tous deux ont dit qu'ils étaient dégoûtés par la couverture télévisée du référendum. Spyros a dit: «Je vais éteindre la télévision. Il n'y a que de la manipulation.»

Marius a déclaré qu'aucune des options du référendum n'offre d'espoir, «Mais peut-être un vote "non" pourrait être le début de quelque chose. Peut-être que nous avons juste à refuser de payer les dettes.»

Robert Stevens et Christoph Dreier

Article paru en anglais, WSWS, le 2 juillet 2015

Copyright © 2015 Global Research